

La mobilisation avortée des vétérans militaires jordaniens



Rémy ROISNEL

Février 2020

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0124-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Couverture : © Lena Ha/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Rémy Roisnel, « La mobilisation avortée des vétérans militaires jordaniens »,
Notes de l'Ifri, Ifri, février 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Rémy Roisnel est un analyste indépendant spécialisé sur le Moyen-Orient, et plus particulièrement la Jordanie. Il est titulaire d'un *Bachelor* en sciences sociales et études du Moyen-Orient ainsi que d'un master en Sécurité internationale (spécialisation Moyen-Orient) à Sciences Po Paris, et effectue actuellement un stage intensif de langue arabe à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO) à Amman. Il a auparavant travaillé en tant qu'assistant de recherche du programme Turquie/Moyen-Orient de l'Ifri sur les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient et la question de la course aux armements régionale.

Résumé

La Jordanie fait face depuis une dizaine d'années à un regain de mécontentement visant les conditions de vie difficiles et la corruption du régime. Durant les épisodes de mobilisations sociales qui ont affecté le royaume hachémite, le Comité national des vétérans militaires (CNVM) s'est érigé comme figure de proue des manifestations. Né en 2001 d'une méfiance croissante de la part des officiers à la retraite envers la restructuration de l'armée et la réduction des aides sociales, ce syndicat s'est progressivement transformé pour devenir un acteur important de l'opposition jordanienne.

Toutefois, à mesure que les dirigeants du CNVM ont modifié leur discours pour se rapprocher d'autres groupes activistes, ils se sont éloignés de leurs revendications initiales propres à la situation des vétérans. En conséquence, le lien entre la direction du Comité et sa base s'est étiolé, et les appels à la mobilisation ont été de moins en moins suivis. L'intégration du CNVM dans le débat public jordanien a en effet été perçue par les vétérans comme un mépris de leurs revendications. La multiplication récente de nouveaux comités d'anciens militaires critiques des choix stratégiques opérés par le CNVM illustre le rejet du Comité de la part de nombreux vétérans jordaniens.

Abstract

In the last decade, Jordan has been facing a resurgence in public discontent against harsh living conditions and the corruption of the regime. Among the most vocal actors, the National Committee for Retired Servicemen (NCRS) has emerged as a key actor in the episodes of social demonstrations that have affected the kingdom. Created in 2001 out of retired officers' defiance towards the restructuring of the military and a shrinking social welfare system, the syndicate progressively evolved into an important actor of the Jordanian opposition.

However, as leaders of the Committee changed their tune in order to build bridges with other activist groups, they abandoned their initial demands concerning the living conditions of military veterans. Consequentially, the link between the Committee's leadership and its base subsequently withered and calls to mobilization were gradually ignored. Hence, the integration of the Committee in the Jordanian public debate is perceived by many retired servicemen as an act of disdain towards their demands. The recent creation of new committees representing former officers that criticize the NCRS's strategic choices mirror the marginalization of the Committee among Jordanian veterans.

Sommaire

INTRODUCTION	6
L'ÉMERGENCE DES VÉTÉRANS MILITAIRES :	
UNE NOUVELLE DONNE ?.....	8
Les retraités militaires : symboles de l'érosion du lien entre la monarchie et sa population	8
Les vétérans militaires au cœur des tensions	11
Mutation progressive de l'engagement du CNVM : d'un rôle corporatiste à un discours politique.....	13
CONSOLIDATION D'UN ACTEUR NOUVEAU : SYNTHÈSE ENTRE DEMANDES POLITIQUES ET ENRACINEMENT CORPORATISTE	16
Élaboration d'un discours propre au CNVM	16
Quelle capacité mobilisatrice ? 2011-2019 : d'un <i>Hirak</i> à l'autre.....	21
De la convergence des mécontentements à l'intégration des vétérans dans les milieux militants.....	23
DE LA PREMIÈRE LIGNE À LA CRISE INTERNE : UNE INFLUENCE SUPÉRIEURE À L'IMPACT RÉEL	27
Le régime et les vétérans militaires : de la cooptation à la division..	27
Le délitement interne du CNVM : crise de représentativité et tensions.....	29
La multiplication des comités représentatifs : symbole du sentiment d'abandon des vétérans militaires.....	30
CONCLUSION	32

Introduction

Depuis une dizaine d'années, le mécontentement de certains des plus influents vétérans de l'armée jordanienne a contribué à rendre plus audibles les mouvements sociaux qui ont affecté un royaume hachémite pourtant souvent présenté comme un havre de stabilité au Moyen-Orient. Au contraire, alors que la Jordanie fait face à de nombreux défis notamment dus à un environnement régional instable, elle a été ces dernières années le théâtre de plusieurs mouvements sociaux. Après un épisode de contestations intenses en 2011 contre la corruption et des conditions de vie difficiles, cette colère est revenue sur le devant de la scène en mai 2018, à la faveur de manifestations contre un projet de réforme fiscale. Ces sursauts de mobilisation furent notamment portés par l'émergence du Comité national des vétérans militaires (CNVM), dont les dirigeants comptèrent parmi les chefs de file des manifestations. Ceux-ci furent notamment les signataires d'un manifeste signé en octobre 2018 par les principales forces militantes, critiquant un pouvoir politique jugé trop autocratique, et qui appelait à la mise en place d'une réelle monarchie parlementaire. Cette lettre ouverte, fruit du rapprochement entre de nombreux groupes d'opposition, fit grand bruit sur la scène politique jordanienne, et inspira une nouvelle vague de manifestations à Amman.

Toutefois, les conséquences relativement limitées de ces épisodes de mobilisations sociales interpellent. Malgré certains amendements constitutionnels ayant reconnu un rôle plus important au Parlement – dans les faits toujours contrôlé par le palais royal –, les différents mouvements sociaux ne semblent pas avoir eu d'impact majeur sur la vie politique jordanienne, et peinent à mobiliser les masses. La vague de contestations de l'automne 2018 est à ce titre édifiante : malgré des rassemblements hebdomadaires pendant près de six mois, celle-ci échoua à regrouper plus de quelques centaines de manifestants. En particulier, le CNVM ne parvint pas à mobiliser massivement les vétérans militaires autour d'un discours souffrant d'un manque d'audibilité auprès du plus grand nombre. Passé en l'espace de vingt ans du statut de syndicat défendant les intérêts propres des vétérans militaires à celui d'acteur crucial des mouvements sociaux jordaniens, le CNVM est devenu un acteur incontournable du paysage militant. Son intégration dans les milieux d'opposition semble toutefois avoir conduit à une prise de distance vis-à-vis de son engagement auprès des vétérans militaires.

Ainsi, en quoi la mobilisation des vétérans militaires renferme-t-elle un potentiel contestataire sous-exploité ? Cet article se propose d'étudier la manière dont l'engagement des anciens militaires dans le cadre du CNVM fut affaibli par les difficultés de ce Comité à manier à la fois une rhétorique mobilisatrice auprès de sa base sociale et un discours politique dépassant les enjeux propres aux vétérans. Il est alors nécessaire de comprendre comment s'est structurée cette mobilisation originale, dont les revendications se sont dans un premier temps construites en réponse à des besoins corporatistes, et comment la mobilisation a donné naissance à un groupe fortement politisé qui s'est finalement éloigné des vétérans pour émettre un discours qui lui est propre, au détriment d'une réelle capacité mobilisatrice.

L'émergence des vétérans militaires : une nouvelle donne ?

La présence d'anciens hauts gradés de l'armée jordanienne dans les premiers rangs des manifestants constitue une particularité récente dans l'histoire du royaume hachémite alors que l'opposition au régime a longtemps été présentée schématiquement comme émanant des factions islamistes et palestiniennes¹. L'émergence à la fin des années 1980 d'une colère issue des milieux tribaux fut une mise en garde pour un régime qui se définissait comme proche des tribus, et préfigura le mécontentement des vétérans militaires. L'armée jordanienne entretient historiquement des liens étroits avec la monarchie et joue un rôle fondamental dans l'intégration sociale des citoyens, et la mobilisation de vétérans semble alors présenter un défi pour la couronne.

Les retraités militaires : symboles de l'érosion du lien entre la monarchie et sa population

Depuis sa naissance en 1921, l'armée est progressivement devenue un pilier essentiel de l'État jordanien, qui fut cimenté par une forme de contrat liant le roi Abdallah I^{er} aux dirigeants tribaux et aux notables urbains de l'époque. Selon ce pacte, ces derniers reconnaissaient l'autorité du souverain hachémite en échange d'avantages sociaux et économiques pour la population, notamment sous la forme d'emplois dans le secteur public et l'armée. Ce système, décrit comme « semi-rentier² », instaura une relation clientéliste entre la monarchie et la population, dont la loyauté serait alors conditionnée à une redistribution efficace de la part du régime, qui put longtemps préserver ce modèle coûteux grâce aux revenus issus des aides massives britanniques puis américaines, ainsi qu'aux choix stratégiques opérés par ses dirigeants.

1. C. Ronsin, *Le rôle politique des tribus en Jordanie : les évolutions du contrat entre l'État et les tribus*, mémoire de master soutenu à Sciences Po en 2010.

2. *Ibid.*

Soucieux de sauvegarder ce modèle coûteux malgré les difficultés budgétaires croissantes du royaume durant la seconde partie du XX^e siècle, le roi Hussein axa les efforts de redistribution sur les populations d'origine transjordanienne³. Il décida en 1956 de purger l'armée de ses éléments britanniques afin d'insister sur le caractère arabe de la nouvelle « Armée arabe de Jordanie⁴ », présentée comme un symbole fort de l'État. À la suite des affrontements de « Septembre Noir » en 1970, la préférence systématique donnée aux Transjordaniens dans la fonction publique et l'armée, au détriment des Jordaniens d'origine palestinienne⁵, eut pour conséquence de resserrer les liens entre la monarchie et les milieux tribaux. Cette « tribalisation » de l'État jordanien fut visible dans l'émergence d'un discours officiel insistant sur l'héritage tribal de la Jordanie et notamment les valeurs guerrières des Bédouins⁶, et aboutit au recentrage du modèle redistributif sur les populations transjordaniennes. Dès lors, l'intégration massive de la population transjordanienne dans le secteur public aboutit à l'exclusion de fait des Palestiniens qui investirent le secteur privé⁷.

Les retraités militaires, derniers vestiges du système historique de redistribution

À la fin des années 1980, l'explosion des dépenses publiques, conjuguée à la faiblesse d'un secteur privé peu productif et à la stagnation des aides étrangères, précipita la Jordanie dans une crise économique sévère. Très dépendante des investissements extérieurs et du contexte économique régional, la Jordanie fut impactée de plein fouet par les difficultés de ses voisins, qui se répercutèrent dans l'augmentation des coûts de matières premières ainsi que la diminution des rémittances des travailleurs jordaniens dans le Golfe⁸. En 1989, le pays faisait face à une récession de 13,5 % et une dette publique de 190 % du produit intérieur brut (PIB), qui poussèrent Hussein à accepter un plan d'ajustement du Fonds Monétaire

3. Le terme « transjordanien » renvoie à la population jordanienne non issue de l'immigration, souvent utilisé en opposition à la nombreuse population d'origine palestinienne, et plus récemment aux réfugiés issus des pays arabes voisins (Irak, Syrie).

4. U. Dann, *King Hussein and the Challenge of Arab Radicalism: Jordan, 1955-1967*, New York, Oxford University Press, 1989.

5. Ceux-ci représentent aujourd'hui, selon les estimations, entre 40 % et 60 % de la population jordanienne.

6. F. Amiri, « Amman : le roi et ses Bédouins, la fin d'une alliance ? », *Outre-Terre*, vol. 14, n° 1, 2006, p. 67-72, disponible sur : www.cairn.info.

7. C. Ronsin, *Le rôle politique des tribus en Jordanie*, op. cit.

8. S. Ramachandran, « Jordan: Economic Development in the 1990s and World Bank Assistance », World Bank, 2004, disponible sur : <http://documents.worldbank.org>.

International (FMI⁹), ciblant en particulier la contraction des dépenses publiques. Cet impératif d'austérité conduit Hussein à remettre en cause le coûteux système redistributif : la réduction de nombreuses subventions aboutit à une hausse spectaculaire des prix ainsi qu'à la contraction des effectifs du secteur public, et impacta durement les populations des régions rurales qui, profitant jusque-là d'avantages conséquents, étaient les premiers défenseurs du régime¹⁰.

Alerté par un mécontentement croissant, Hussein fut contraint de faire des concessions sur plusieurs plans. Tout d'abord, il resserra les liens personnels avec de nombreux dirigeants tribaux et personnalités influentes transjordanienne, et insista sur l'alliance historique entre la couronne et les tribus¹¹. Il accepta également d'organiser en 1989 les premières élections législatives depuis 1967, qui précédèrent la légalisation des partis politiques en 1992. Enfin, il redirigea le modèle redistributif vers l'appareil militaire, qui devint dans les années 1990 l'unique secteur bénéficiant d'un budget croissant¹². Le pari fut de miser sur la surreprésentation des milieux tribaux au sein de l'armée, considérant l'armée un sous-groupe de la population transjordanienne. En ce sens, l'abandon de la conscription en 1992 permit d'intégrer quasi-exclusivement des recrues issues de ces milieux¹³, et traduit la volonté de l'État de préserver ce lien spécial avec sa base sociale.

Cette « militarisation des politiques sociales¹⁴ », combinée à des mesures ciblant les plus pauvres, fut une main tendue aux tribus qui avaient été rendues dépendantes des aides et de l'emploi assurés par l'État. Les personnels militaires à la retraite bénéficièrent alors d'une hausse spectaculaire des pensions, mais aussi de l'octroi d'aides au logement, de subventions, ainsi que d'une couverture maladie et de quotas dans les universités publiques pour leurs familles. Ces différentes mesures profitèrent non seulement aux militaires, mais également à leur entourage, et furent pour beaucoup dans l'acceptation tacite des mesures d'austérité.

9. B. Awadallah, « Jordan's Economic Upturn », The Washington Institute, PolicyWatch n° 709, 12 février 2003, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

10. C. R. Ryan, « Peace, Bread and Riots: Jordan and the International Monetary Fund », *Middle East Policy Council*, vol. 6, n° 2, octobre 1998, p. 54-66, disponible sur : libres.uncg.edu.

11. R. T. Antoun, « Civil Society, Tribal Process, and Change in Jordan: an Anthropological View », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 32, n° 4, novembre 2000, p. 441-463.

12. SIPRI Military Expenditure Database, disponible sur : www.sipri.org.

13. A. M. Baylouny, « Militarizing Welfare: Neo-Liberalism and Jordanian Policy », *Middle East Journal*, vol. 62, n° 2, 2008, disponible sur : pdfs.semanticscholar.org.

14. *Ibid.*

Rationaliser les dépenses militaires ou choyer ses soutiens ? Le dilemme d'Abdallah

Lorsqu'en 1999, Abdallah II prit la succession de son père, il conforta la politique de soutien à l'armée et aux vétérans, et nomma notamment des militaires à des postes prestigieux au sein de son gouvernement. Toutefois, alors que la Jordanie était entrée en 1996 dans la seconde phase du programme du FMI, il dut poursuivre les mesures d'austérité et fut contraint de cibler les dépenses militaires. Les politiques sociales à destination des militaires avaient en effet fait de l'armée un des principaux postes de dépenses de l'État¹⁵.

Abdallah s'attela à rationaliser le budget de l'armée, tout en espérant préserver le lien particulier avec les bénéficiaires des aides. Afin d'effectuer des économies sur le système de redistribution, il fusionna en 2002 l'autorité en charge des pensions militaires avec le système civil de Sécurité sociale, et fut l'instigateur de plusieurs réformes visant à améliorer la rentabilité de l'armée jordanienne, qui fut réorganisée afin d'encourager la spécialisation de ses troupes et la diversification de ses activités. La création en 2008 d'une force de gendarmerie (*Al-Darak*) distincte de l'appareil militaire et ouverte aux Jordaniens d'origine palestinienne fut à l'origine de tensions avec l'armée, au sein de laquelle de nombreux officiers s'agacèrent d'être mis de côté. Le programme de modernisation et de rationalisation du budget de l'armée eut dès lors pour conséquence d'attiser les tensions entre l'État et les personnels militaires, qui craignaient de voir leur statut remis en cause.

Les vétérans militaires au cœur des tensions

Alors que les conflits sociaux se multiplièrent à partir de la fin des années 1980, en particulier dans les régions rurales, la réponse du régime se fit de plus en plus agressive. À Maan, une semaine de manifestations particulièrement violentes fut le théâtre en 2002 d'une répression sévère qui fit 6 morts et des dizaines de blessés¹⁶, et devint l'objet de tensions entre le régime et un appareil sécuritaire qui recrutait majoritairement parmi des milieux ruraux sensibles aux causes défendues par les manifestants. En réponse à certaines voix critiquant cette répression, le renforcement des forces spéciales et la création d'une force de

15. 18,3 % du budget de l'État était accordé aux dépenses militaires en 2000. Source : SIPRI, *op. cit.*

16. « Red Alert in Jordan: Recurrent Unrest in Maan », International Crisis Group, 2003, disponible sur : www.crisisgroup.org.

gendarmerie distincte de l'armée et de la police permirent au régime de dissocier l'appareil répressif de l'armée, et ainsi éviter les critiques provenant de l'appareil militaire¹⁷.

L'émergence des vétérans militaires : remise en cause de la « militarisation des politiques sociales »

La « militarisation des politiques sociales » voulue par les dirigeants jordaniens dépend de l'acceptation par les milieux transjordaniens d'une redistribution par l'intermédiaire d'un statut préférentiel accordé aux militaires et leurs familles. Aussi, ce système permit de faire accepter au plus grand nombre les mesures d'austérité des années 1990. Toutefois, dans un contexte social tendu, en particulier dans des milieux transjordaniens affectés par la perte de pouvoir d'achat, les mesures ciblant la réorganisation de l'armée et ses avantages sociaux firent l'objet d'une levée de boucliers de la part des anciens combattants, craignant une atteinte à leur statut. Cette crainte fut accentuée par la restructuration de l'armée, qui fit émerger une nouvelle hiérarchie sensible aux questions d'efficacité et de rentabilité, qui remplaça progressivement un État-major traditionnellement marqué par les idées panarabes. Cette nouvelle organisation eut pour conséquence d'accentuer les inégalités au sein de l'armée entre les plus gradés et le reste des troupes¹⁸.

En réaction à cette peur de déclassement, près de 800 officiers à la retraite se regroupèrent en 2001 autour de l'ancien général Ali Habashneh pour fonder le Comité national des vétérans militaires¹⁹. La mobilisation des vétérans se voulait le miroir des revendications corporatistes des membres de l'armée, la loi jordanienne interdisant la constitution d'un organe syndical pour les militaires en exercice²⁰. Le succès rapide du CNVM, qui gagna en importance au point de revendiquer 140 000 adhérents en 2010, fut permis par un discours ciblant la perte d'acquis sociaux adapté aux préoccupations des vétérans, ainsi que par la popularité de ses leaders, issus de familles influentes et proches des mouvances nationalistes transjordaniennes²¹.

17. M. Kamrava, *Beyond the Arab Spring: The Evolving Ruling Bargain in the Middle East*, New York, Oxford University Press, 2014.

18. A. M. Baylouny, « Militarizing Welfare: Neo-Liberalism and Jordanian Policy », *op. cit.*

19. T. Tell, « Early Spring in Jordan: The Revolt of the Military Veterans », Carnegie Middle East Center, 2015, disponible sur : carnegieendowment.org.

20. Entretien avec un brigadier de l'armée jordanienne, octobre 2018.

21. L. Zecchini, « Jordanie : la charge d'un général contre le pouvoir », *Le Monde*, décembre 2010, disponible sur : www.lemonde.fr.

Mutation progressive de l'engagement du CNVM : d'un rôle corporatiste à un discours politique

L'engagement des vétérans jordaniens par l'intermédiaire du CNVM est une forme de mobilisation rare d'anciens militaires, qui dépasse les enjeux concernant la reconnaissance de leurs expériences combattantes. Le CNVM affiche une volonté de préserver les acquis sociaux des vétérans, mais également de défendre une certaine vision de l'armée jordanienne, que ses membres estiment sur le déclin. Au fil des années, la rhétorique du CNVM est devenue plus sophistiquée, et prend en considération non seulement les enjeux relatifs à la défense des intérêts de l'armée et des vétérans, mais se distingue par des prises de position sur des thèmes économiques et politiques.

Un discours corporatiste porteur

Durant les premières années suivant sa création, le CNVM s'attacha à se montrer audible auprès d'un grand nombre de vétérans militaires, qui partageaient la crainte que l'armée soit la cible de nouvelles coupes budgétaires. Des tables rondes furent organisées dans de nombreuses régions, et leur animation par d'anciens officiers issus des localités concernées joua grandement dans leurs succès. La mobilisation portée par le CNVM cible les vétérans mais également leurs familles, qui bénéficient de nombreux avantages, et trouve un écho particulier dans les milieux transjordaniens, au sein desquels l'armée constitue un des premiers employeurs²².

Dès 2002, les demandes formulées par le CNVM avaient mis en avant l'engagement pour l'amélioration des conditions de vie des vétérans et le respect de l'intégrité de l'armée²³. Ce dernier aspect est particulier au CNVM, il se distingue d'enjeux corporatistes pour formuler une critique des orientations du régime, accusé de porter atteinte aux intérêts de l'armée, qui devint un symbole de la privatisation progressive de l'État jordanien²⁴.

22. T. Tell, « Early Spring in Jordan: The Revolt of the Military Veterans », *op. cit.*

23. P. Debruyne et C. Parker, « Reassembling the Political: Placing Contentious Politics in Jordan », in F. A. Gerges (dir.), *Contentious Politics in the Middle East: Popular Resistance and Marginalized Activism beyond the Arab Uprisings*, New York, Palgrave Macmillan, 2015, p. 437-465.

24. *Ibid.*

Un syndicat corporatiste aux teintes nationalistes

Entre 2002 et 2008, le dialogue entre le Comité et le régime aboutit à des accords autour de plusieurs augmentations des pensions. Toutefois, la nomination en 2009 de Samir Rifai comme Premier ministre fut l'occasion d'une nouvelle vague de mesures d'austérité, et annonça la fin d'un dialogue apaisé avec les vétérans. Graduellement, la direction du CNVM se détacha de son statut de syndicat professionnel et prit position sur un nombre croissant de thèmes de politique générale. Preuve de l'émergence du Comité dans le débat public, Ali Habashneh et certains des principaux dirigeants du CNVM obtinrent une entrevue avec le roi en 2009, durant laquelle ils insistèrent sur leur opposition aux politiques libérales mises en œuvre par les « technocrates et businessmen » du gouvernement Rifai, et appelèrent de leurs vœux la constitution d'un gouvernement d'union nationale²⁵.

Ce nouveau discours politique défendu par le CNVM s'invita dans le débat public en 2010, lorsque la direction du Comité publia plusieurs manifestes, détaillant ses critiques envers un régime accusé de ne pas défendre les intérêts du pays et la mainmise d'une nouvelle élite technocratique sur l'appareil étatique. Ainsi, ce mécontentement se rapprochait de discours traditionnels issus de l'opposition nationaliste transjordanienne, et s'articulait sous la forme de critiques liées à des orientations économiques et politiques du régime.

Une gouvernance politique critiquée

Dans un premier manifeste paru le 1^{er} mai 2010, les officiers signataires visèrent en particulier la manière dont la gouvernance du pays avait échappé aux cercles traditionnels transjordaniens, pour se concentrer toujours plus entre quelques mains. Ainsi, bien que le roi ne fût pas ciblé nommément, sa faible proximité avec les milieux tribaux tranchait avec le roi Hussein, qui attribuait un rôle consultatif aux dirigeants tribaux²⁶.

Ce manifeste accusa les choix politiques et économiques entrepris depuis les années 1990, qui avaient contribué à l'émergence d'une nouvelle élite issue du secteur privée et au sein de laquelle les Jordaniens d'origine palestinienne étaient surreprésentés. Le renforcement des prérogatives politiques de la cour royale au cours des premières années du règne d'Abdallah fut particulièrement ciblé par le CNVM, et correspond à la forte

25. L. Zecchini, « Jordanie : la charge d'un général contre le pouvoir », *op. cit.*

26. C. R. Ryan, « "Jordan First": Jordan's Inter-Arab Relations and Foreign Policy under King Abdullah II », *Arab Studies Quarterly*, vol. 26, n° 3, 2004, p. 43-62, disponible sur : libres.uncg.edu.

dimension nationaliste de son discours. Cette colère fut particulièrement dirigée contre la reine Rania, issue d'une famille palestinienne réfugiée au Koweït, perçue comme responsable de la « palestinisation » de la Jordanie. Ali Habashneh accusa notamment la reine d'être l'instigatrice des 86 000 naturalisations de Palestiniens entre 2005 et 2008 – reflet d'une politique d'intégration des Palestiniens menaçant, selon lui, l'intégrité de la Jordanie²⁷. Par cette accusation, les signataires du manifeste s'inquiétaient de l'exclusion des élites transjordaniennes des mécanismes habituels de pouvoir, au profit de la présence dans l'entourage du roi de nombreux conseillers étrangers.

Remise en cause des orientations économiques

Par l'intermédiaire d'un second manifeste quelques semaines après la première lettre ouverte, le CNVM détailla un certain nombre de privatisations faisant l'objet de soupçons de corruption. Le rôle des conseillers économiques du roi, qui encouragèrent des privatisations desquelles ils tirèrent profit, illustre le lien direct entre privatisations et corruption de l'appareil politique. En rappelant la vente du terrain militaire d'Abdali à une entité semi-privée en charge de la construction du nouveau quartier d'affaires, le CNVM s'insurgeait que les privatisations affectent également l'armée, symbole de l'État jordanien²⁸. Dans une lettre datée de l'automne 2010, le CNVM rappela son opposition à la refonte de l'armée suivant des principes de rentabilité et d'efficacité, accusés de contribuer à l'affaiblissement de l'appareil sécuritaire.

27. L. Zecchini, « Jordanie : la charge d'un général contre le pouvoir », *op. cit.*

28. P. Debruyne et C. Parker, « Reassembling the Political: Placing Contentious Politics in Jordan », *op. cit.*

Consolidation d'un acteur nouveau : synthèse entre demandes politiques et enracinement corporatiste

L'émergence brutale en 2010 d'un discours nationaliste constitue une première mutation d'un Comité qui se présentait jusque-là comme un syndicat représentant les intérêts combinés de l'institution militaire et de 140 000 membres militaires à la retraite. Bien que les sujets abordés aient reflété des craintes bien présentes, ces attaques étaient considérées comme trop véhémentes par de nombreux membres. Quelques jours après la publication du manifeste du 1^{er} mai, une fronde interne manqua de mettre de côté la hiérarchie du Comité, accusée dans un communiqué d'utiliser le CNVM à ses propres fins. Cette tentative de restructuration fut de courte durée, mais illustra les tensions internes qui pouvaient naître d'un changement de discours, et la nécessité pour le CNVM de jongler entre un discours politique et l'enracinement corporatiste auprès des vétérans militaires.

Élaboration d'un discours propre au CNVM

L'accent mis par le CNVM sur la prise de pouvoir d'une nouvelle élite urbaine au détriment de la population transjordanienne était un geste en direction des groupes nationalistes transjordaniens, mais plaça le Comité sous le feu des critiques. En particulier, quelques semaines après la publication du manifeste, un communiqué écrit par Ahmad Obeidat, issu d'une famille importante du nord du pays, et signé par de nombreux groupes de gauche et islamistes, accusa le CNVM d'inciter à la division communautaire de la Jordanie²⁹.

Cet incident est révélateur des difficultés initiales du Comité à émettre un discours dépassant les cercles nationalistes. En réponse, les dirigeants du CNVM firent émerger un discours nouveau dans lequel ils se présentent

29. J. Al Shalabi, « Jordan: Revolutionaries Without a Revolution », *Confluences Méditerranée*, vol. 77, n° 2, 2011, p. 91-104, disponible sur : www.cairn.info.

comme fers-de-lance d'une alliance des mécontents. Pour ce faire, ils entamèrent un dialogue régulier avec différents groupes de l'opposition qui fut à l'origine d'un discours original, défendu par de nombreux manifestes ainsi que sur les réseaux sociaux³⁰. À partir de 2010, l'engagement du CNVM s'articula alors autour de la réappropriation de plusieurs discours, par l'intermédiaire d'une rhétorique alliant politique, questions identitaires, et économie.

Rejet de la domination des nouvelles élites et du cloisonnement de la vie politique

Au fil des années, le discours du CNVM fit émerger des demandes sur un terrain plus politique : la démocratisation du régime. En effet, la libéralisation politique accordée par Hussein avait certes abouti au retour des partis politiques, mais en l'absence d'un Parlement actif, le jeu politique était demeuré artificiel³¹. Le discours de la monarchie sur la démocratisation de la Jordanie avait contribué à propager l'image d'un régime inclusif et raisonnable auprès des chancelleries occidentales, mais tranchait avec l'absence de réelles avancées en la matière. Malgré la réforme constitutionnelle de 2013, censée donner plus de pouvoirs au Parlement, celui-ci demeure sous le contrôle étroit de la monarchie, et correspond davantage à un lieu de débats qu'à un réel pouvoir législatif. Dans ce contexte, les longues périodes sans élections et la cooptation par le régime de nombreux candidats n'ont pas permis de consolider le modèle électoral en tant que rituel politique.

Longtemps réservés à des cadres militants isolés issus d'ONG ou des cercles de gauche, les discours sur la gouvernance politique furent portés dès 2011 par les vétérans militaires et les nationalistes transjordanien, ce qui donna aux revendications politiques une nouvelle résonance au sein de la société jordanienne. Par l'intermédiaire de manifestations et de lettres ouvertes, le CNVM s'appropriera un discours appelant à une démocratisation plus poussée dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle dotée d'un Parlement actif³². Alors que la critique du « gouvernement » est historiquement une formule de discours permettant de ne pas attaquer nommément la monarchie, le communiqué d'octobre 2018 co-signé par les dirigeants du CNVM et des représentants d'autres groupes militants cibra particulièrement le caractère autocratique de la monarchie et les atteintes à la séparation des pouvoirs, et conclut que le salaire et les voyages du monarque devaient être soumis à approbation du Parlement.

30. Page Facebook du CNVM, disponible sur : web.facebook.com.

31. M. Lavergne, *La Jordanie*, Paris, Karthala, 2000.

32. Al Shalabi, « Jordan: Revolutionaries Without a Revolution », *op. cit.*

La participation des vétérans militaires à la vie politique illustre leur volonté de tisser des liens avec d'autres groupes de l'opposition jordanienne. Cependant, ces demandes, indissociables dans l'esprit des plus nationalistes d'une critique de la « clique³³ » au pouvoir et de l'accès des Palestiniens à des postes politiques, ciblent particulièrement la cour royale, dont les prérogatives étendues en font une « autorité au-dessus de toutes les autres³⁴ ». Dès lors, la motivation de ces revendications tend à nuancer l'engagement du CNVM en faveur d'une démocratie parlementaire. Les exigences répétées d'un Parlement souverain renvoient ainsi à la crainte des milieux nationalistes transjordaniens d'être marginalisés dans l'exercice du pouvoir. Malgré un rééquilibrage voulu par la nouvelle loi électorale en 2010³⁵, le découpage des circonscriptions continue en effet de favoriser la représentation des régions rurales, et l'insistance sur le Parlement revient à défendre une institution où les Transjordaniens sont surreprésentés. La rhétorique démocratique mise en avant par le CNVM ne doit pas être méprise pour un attachement aux valeurs démocratiques, et correspond dans les faits à une manière de pérenniser le statut des Transjordaniens, rappelant le discours identitaire défendu par les vétérans militaires.

Un discours identitaire central

Les critiques adressées au CNVM lors de la publication des manifestes de 2010 ciblaient un discours identitaire qui accusait le régime d'abandonner la population d'origine du pays. La question démographique est un sujet majeur en Jordanie, où plus de la moitié de la population descend de familles ayant migré après la naissance du pays. Dénonçant une atteinte au caractère transjordanien du royaume hachémite, le communiqué de mai 2010 avait attaqué frontalement la population palestinienne, rappelant que la présence de celle-ci, bien qu'établie depuis plus de 60 ans, demeurait temporaire³⁶.

Face aux nombreuses critiques qui accusèrent le CNVM de diviser la population jordanienne en des temps où l'accent devait être mis sur l'unité nationale³⁷, le Comité clarifia sa position dans un communiqué au mois de juillet 2010, dans lequel il détailla sa position au regard de la question palestinienne. Le CNVM déclara ainsi ne pas souhaiter remettre

33. P. Debruyne et C. Parker, « Reassembling the Political: Placing Contentious Politics in Jordan », *op. cit.*

34. Communiqué du 6 août 2018 du Comité national de suivi.

35. Le nouveau découpage des circonscriptions ajouta plusieurs sièges dans les grandes villes telles qu'Amman et Irbid. Source : C. R. Ryan, « "We Are All Jordan"... but Who Are We? », Middle East Research and Information Project, 2010, disponible sur : merip.org.

36. *Ibid.*

37. Al Shalabi, « Jordan: Revolutionaries Without a Revolution », *op. cit.*

en cause la citoyenneté des Palestiniens, qui pouvaient jouir de « tous les droits, sauf politiques », mais rappela son opposition aux naturalisations³⁸.

Afin de justifier ses positions vis-à-vis de la population palestinienne, le CNVM adapta son discours auprès de l'opinion publique en se réappropriant des codes de la lutte palestinienne, tels que le droit au retour ou la critique de la position jordanienne à l'égard d'Israël. Dans le communiqué de juillet 2010, les dirigeants du Comité rappelaient qu'un des objectifs premiers du gouvernement jordanien devait être la facilitation du retour des Palestiniens sur leurs terres³⁹. La rhétorique du droit au retour sert à justifier l'opposition à l'intégration complète des Palestiniens au sein de la société jordanienne. Tout en insistant sur la fraternité entre les populations des deux rives du Jourdain, le CNVM s'oppose régulièrement aux naturalisations de Palestiniens, ainsi qu'à la présence de Palestiniens dans les plus hautes sphères de l'État⁴⁰. Le CNVM se rapprocha également d'autres groupes d'opposition dans la critique du très impopulaire traité de paix israélo-jordanien de Wadi Araba, qui demeure, 25 ans après sa signature, perçu par beaucoup comme une porte ouverte à une normalisation des relations bilatérales. Ces derniers mois, le CNVM a été vocal pour dénoncer le plan américain d'« accord du siècle », accusé de vouloir « liquider la question palestinienne aux dépens de la Jordanie » en en faisant une patrie alternative pour les Palestiniens⁴¹.

L'insistante dénonciation des prérogatives de la cour royale jordanienne rappelle la critique d'un État contrôlé par une élite d'origine étrangère, des « aghrab urbains⁴² » souvent d'origines palestinienne et syrienne, qui n'agiraient pas selon les intérêts des Jordaniens. Cette critique se cristallisa à différentes occasions sur l'ancien conseiller du roi d'origine palestinienne Bassem Awadallah, et plus récemment le Premier ministre d'origine syrienne et ancien économiste de la Banque mondiale Omar Razzaz, accusés de ne pas œuvrer dans l'intérêt des Jordaniens.

38. Manifeste du CNVM, 9 juillet 2010.

39. *Ibid.*

40. P. Larzillière, *La Jordanie contestataire. Militants islamistes, nationalistes et communistes*, Paris, Sindbad-Actes Sud, 2013.

41. Compte-rendu de réunion du Comité national de suivi, 6 juillet 2019.

42. Z. Abu Rish, « On the Nature of the Hashemite Regime and Jordanian Politics: An Interview With Tariq Tell (Part 1) », *Jadaliyya.com*, août 2012, disponible sur : www.jadaliyya.com. Le terme « aghrab » (étrangers) renvoie au discours nationaliste critiquant la présence d'étrangers au sein de la nouvelle bourgeoisie jordanienne.

Un discours économique critique des politiques néolibérales

Enfin, la complexification du discours du CNVM contribua également à développer une nouvelle rhétorique économique, centrée autour des critiques des politiques néolibérales et de la corruption. La contestation des programmes de restructuration de l'armée ainsi que la critique de la paupérisation de la population jordanienne sont deux exemples édifiants de l'opposition aux politiques néolibérales mises en œuvre par les gouvernements successifs. La protection du statut de l'armée est un fil rouge dans les prises de position du Comité, qui souligne que l'institution militaire constitue la « fierté » et le « bouclier » de la nation jordanienne⁴³. Récemment, cet engagement s'est articulé autour d'appels à la démission du conseiller militaire britannique Alex Macintosh, dont le plan de « modernisation » de l'armée est accusé de mener à son affaiblissement⁴⁴. D'autre part, les rappels fréquents de l'appauvrissement de la population jordanienne sont une référence à la baisse du pouvoir d'achat occasionnée par les mesures d'austérité ainsi qu'aux effets négatifs de l'abandon du système redistributif sur les populations transjordaniennes.

À ce titre, la défense du secteur public est un cheval de bataille historique des dirigeants du CNVM, qui ciblent régulièrement les nombreuses privatisations, considérées comme une des raisons des difficultés économiques de la Jordanie. Dès 2010, les accusations de corruption visant les différentes privatisations effectuées par l'État jordanien illustraient le scepticisme ambiant sur des choix économiques accusés d'enrichir un groupe restreint corrompu, sans retombées positives sur le reste de l'économie⁴⁵. Depuis le premier plan de redressement du FMI en 1989, les mesures d'austérité impopulaires furent également présentées par de nombreux opposants comme une atteinte à la souveraineté jordanienne, qui se voit dicter des réformes par ses créanciers internationaux. Cette relative perte de souveraineté constitue une offense pour le CNVM, qui estime que ces mesures ne vont pas dans l'intérêt des Jordaniens, mais sont le reflet d'une « oppression sans précédent⁴⁶ ».

Toutefois, le volet économique est en retrait par rapport aux autres aspects du programme du CNVM, et cherche plutôt à légitimer les attaques contre une classe dirigeante accusée, par sa corruption, d'être responsable de nombreux maux affectant le pays et plus particulièrement la population transjordanienne.

43. Communiqué du Comité national de suivi, octobre 2018.

44. Communiqué du Comité national de suivi, décembre 2018.

45. Communiqué du CNVM, juillet 2010.

46. L. Zecchini, « Jordanie : la charge d'un général contre le pouvoir », *op. cit.*

Quelle capacité mobilisatrice ? 2011-2019 : d'un *Hirak* à l'autre

La politisation des vétérans militaires par l'intermédiaire du CNVM se distingue par la formulation d'un discours original, fruit d'une volonté de transcender les contours des différents groupes militants jordaniens. Dans la pratique, cette politisation a mené à plusieurs épisodes de mobilisations lors desquels les vétérans descendirent dans la rue aux côtés d'autres groupes, autour d'enjeux qui dépassent leurs intérêts propres. En particulier, le *Hirak* (mouvement) de 2011 ainsi que les mouvements de contestations de 2018 et 2019 furent des événements durant lesquels le CNVM joua un rôle prépondérant, que ce soit par la coordination entre les différents groupes ou les appels à la mobilisation autour de son discours et ses dirigeants.

Le Hirak jordanien de 2011 : émergence des vétérans sur la scène publique

Dans un climat social tendu par une conjoncture économique difficile, le rapprochement fin 2010 de nombreux professeurs et de groupes étudiants avec certains des dirigeants les plus populaires du CNVM constitua l'embryon du mouvement social qui allait ensuite secouer la Jordanie. En janvier 2011, des manifestations rassemblèrent des dizaines de milliers de personnes dans la plupart des villes du pays, autour du mouvement *Jayeen* (« Nous arrivons ») dans lequel le CNVM coexistait avec des militants nationalistes, de gauche, et de nombreux islamistes⁴⁷. Contrairement aux révolutions qui secouaient la région, les demandes principales de ce *Hirak* visaient à l'amélioration des conditions de vie et la réforme du régime, et non son abolition.

Au sein de ce mouvement, un CNVM au discours très politique se distingua en parvenant à mobiliser massivement ses adhérents, qui furent parmi les principales forces actives des nombreuses manifestations⁴⁸. La participation en masse des vétérans et de leurs familles fut alors une donnée majeure du mouvement : ceux-ci s'étaient à l'origine mobilisés contre les atteintes à leurs acquis sociaux avant de se joindre aux revendications partagées par les autres groupes et de protester contre la détérioration du niveau de vie et la corruption du régime, illustrant leur soutien au discours du CNVM, et appelant une démocratisation plus poussée.

47. P. Larzillière, *La Jordanie contestataire*, op. cit.

48. T. Tell, « Early Spring in Jordan: The Revolt of the Military Veterans », op. cit.

En réponse à l'agitation croissante, le roi Abdallah décida de recourir à une stratégie souvent éprouvée⁴⁹, et limogea le très impopulaire Premier ministre Samir Rifai, remplacé par Maarouf Bakhit, un ancien général proche du CNVM. Le nouveau gouvernement œuvra dès lors à mettre fin aux contestations : il entama un dialogue avec les manifestants et annonça la mise en place d'une feuille de route sur la lutte anti-corruption et la gouvernance économique⁵⁰. Ces annonces cosmétiques furent accompagnées de mesures ciblées en direction des groupes composant le mouvement *Jayeen*, dont plusieurs personnalités furent nommées à la tête de ministères⁵¹. Les vétérans militaires furent notamment concernés et reçurent dès 2011 des augmentations de pensions massives, menant inévitablement à l'essoufflement du *Hirak*⁵². Ces acquis reflètent l'influence du CNVM lors de cet épisode contestataire qui consacra le nouveau virage politique et militant des vétérans militaires.

2018-2019 : Une mobilisation sonore pourtant peu suivie

Au printemps 2018, le projet de réforme fiscale proposé par le Premier ministre Hani Mulqi a attisé la colère d'une grande partie de la société jordanienne. La population, déprimée par des années de mesures d'austérité et la montée de l'inflation, se mobilisa massivement contre l'augmentation de l'impôt sur le revenu de 5 % à 25 %, et son extension aux personnes ayant un revenu annuel supérieur à 8 000 dinars (environ 10 000 €⁵³). Durant plusieurs semaines, des milliers de manifestants se réunirent dans la plupart des villes du royaume pour dénoncer cette nouvelle mesure d'austérité. Ce mouvement spontané, né d'une défiance généralisée contre le gouvernement Mulqi, devint rapidement très populaire⁵⁴, et à mesure que les manifestations prenaient de l'ampleur, le CNVM et plusieurs groupes de l'opposition se rapprochèrent de la contestation, et furent décisifs dans la coordination des actions citoyennes contre la réforme.

49. Depuis 2005, dix Premiers ministres se sont succédé.

50. T. Tell, « Early Spring in Jordan: The Revolt of the Military Veterans », *op. cit.*

51. M. Shahin, N. Issa, et G. Azar, « Jordan's Angry Tribes », *Al Jazeera*, 2019, vidéo disponible sur : www.aljazeera.com.

52. S. Yom, « Tribal Politics in Contemporary Jordan: The Case of the *Hirak* Movement », *Middle East Journal*, vol. 68, n° 2, 2014, p. 229-247, disponible sur : www.jstor.org.

53. M. Zerrouky, « La contestation prend un tour politique en Jordanie », *Le Monde*, 8 juin 2018, disponible sur : www.lemonde.fr.

54. F. Braizat, « Income Tax Law and Protest Action », *Jordan Times*, 15 septembre 2018, disponible sur : jordantimes.com.

Les nombreux appels à la mobilisation sur les réseaux sociaux de la part des dirigeants du CNVM furent à l'origine de la participation de centaines de vétérans contre cette réforme⁵⁵. Toutefois, ce rôle ne doit pas être surestimé : l'écho particulier du CNVM parmi les manifestants tenait pour beaucoup à la popularité établie de dirigeants issus de familles très influentes et auréolés du prestige associé à leurs carrières militaires, ainsi qu'à la mobilisation de nombreux membres pour défendre leurs intérêts face à une réforme qui augmenterait le nombre de vétérans imposables⁵⁶. Malgré le limogeage en juin 2018 du Premier ministre Mulqi et la nomination de Razzaz, qui annonça le retrait temporaire du projet, puis l'exemption de nouvelles taxes pour les militaires à la retraite, le CNVM exhorta à poursuivre la mobilisation contre un régime corrompu, mais ses appels furent peu suivis par des vétérans qui se désintéressèrent du mouvement.

Le 6 octobre 2018, un manifeste co-signé par différents groupes de l'opposition, parmi lesquels une vingtaine d'anciens militaires, cibra la corruption du régime et appela les forces d'opposition à se réunir pour des manifestations hebdomadaires. À partir du 20 octobre 2018, le renouveau du *Hirak* rassembla des centaines de personnes chaque jeudi à Amman. Toutefois, ce *Hirak* n'atteint jamais les proportions des mobilisations de 2011. Malgré les efforts des dirigeants du CNVM, le mouvement ne parla jamais d'une même voix et la mobilisation des vétérans militaires ne dépassa pas quelques dizaines de membres politisés et engagés depuis de longues années dans le Comité⁵⁷. Les regroupements reflétaient la diversité des groupes présents, alors que cohabitaient des slogans contre la monarchie, contre la censure, ou contre les privatisations. Au printemps 2019, le mouvement ne rassemblait plus que quelques dizaines d'activistes et s'essouffla lentement.

De la convergence des mécontentements à l'intégration des vétérans dans les milieux militants

À la suite du *Hirak* de 2011, l'absence de modification des orientations politiques des gouvernements successifs ainsi que l'immobilisme du Parlement poussa les dirigeants du CNVM à se rapprocher graduellement

55. L. F. Al-Ajlouni et A. S. Hartnett, « Making the Economy Political in Jordan's Tax Revolts », Middle East Research and Information Project, 24 février 2019, disponible sur : merip.org.

56. Entretien avec un militant de l'opposition à la réforme fiscale, décembre 2018.

57. Entretien avec un ancien officier de l'armée jordanienne en marge d'une manifestation, décembre 2018.

d'autres groupes activistes⁵⁸. Des dialogues réguliers entre différentes mouvances du *Hirak*, les vétérans militaires émergèrent comme une nouvelle force militante, attachée à créer une forme d'union de l'opposition jordanienne. Luttant contre une image de privilégiés du régime⁵⁹, les dirigeants du Comité cherchèrent à intégrer des structures légitimant politiquement leurs positions.

Tentatives d'intégration dans le système partisan

L'accent mis par le CNVM sur la nécessité de faire de la Jordanie une véritable monarchie constitutionnelle dotée d'un Parlement actif l'incita à encourager le dynamisme de la vie partisane. Dès 2012, plusieurs membres du CNVM avaient ainsi suivi Ali Habashneh pour fonder le Parti du Congrès national (PCN), aux côtés de figures populaires telles que le nationaliste Nahed Hattar ainsi que de militants ayant rompu avec le Front d'action islamique (aile politique des Frères musulmans⁶⁰). Des divergences internes eurent cependant raison de cette ébauche d'engagement partisan. Certains leaders du CNVM s'empressèrent de dénoncer les pressions du régime sur certains de ses fondateurs, ce qui amena notamment Habashneh à considérer que l'engagement du CNVM était perçu comme une menace par la monarchie, qui ne pouvait pas tolérer une opposition émanant d'un de ses soutiens⁶¹.

En parallèle, certains vétérans rejoignirent en 2014 le Front national pour la réforme (FNR) de l'ancien Premier ministre Ahmad Obeidat, qui espérait matérialiser les alliances entrevues lors du mouvement *Jayeen*⁶². Le FNR ne parvint toutefois jamais à transformer son discours en victoire électorale et déclina rapidement, mais il constitua une étape importante dans la politisation des dirigeants du CNVM, qui y prirent conscience de l'importance des liens avec les autres acteurs de l'opposition. Dès lors, les bonnes relations tissées avec certains des membres dissidents des Frères musulmans permirent un rapprochement entre le CNVM et le « Groupe des anciens », composé d'anciennes personnalités influentes des Frères

58. Entretien avec un ancien officier de l'armée jordanienne, Amman, 2018.

59. Échange avec un brigadier de l'armée jordanienne, 2018.

60. T. Al Naimat, « The Continued Fragmentation of the Jordanian Brotherhood », Carnegie Endowment for International Peace, 18 octobre 2018, disponible sur : carnegieendowment.org.

61. D. Hassan et J. Lusted (dir.), *Managing Sport: Social and Cultural Perspectives*, Abingdon, Routledge, 2012.

62. Selon le leader islamiste Aki Bani Ersheid, cité dans S. Khatatbeh, « Government Attempted to Obstruct National Front for Reform – Islamist Leader », *AmmonNews*, 23 mai 2011, disponible sur : en.ammonnews.net.

musulmans⁶³ qui avaient créé en 2017 le Parti du partenariat et du salut (PPS), au sein duquel de nombreux membres du CNVM s'investirent⁶⁴. Conscients des limites actuelles du Parlement jordanien, incapable de peser sur la prise de décision et verrouillé par une forte cooptation⁶⁵, les membres de ce parti souhaitent toutefois intégrer le jeu électoral afin de faire entendre les voix dissidentes⁶⁶.

Coordination des mobilisés et encouragement à la coopération entre différents groupes d'opposition

En parallèle, la hiérarchie du CNVM a misé sur les liens établis lors des différentes vagues de contestation pour se rapprocher d'autres milieux activistes de manière plus informelle. En particulier, l'entente avec les syndicats des professeurs et des ingénieurs fut consolidée par les liens noués en 2011 avec les différents groupes du mouvement *Jayeen* et des dissidents des Frères musulmans. Ces relations particulières ont permis au CNVM d'être un acteur important durant les épisodes de contestations, lors desquels le Comité fut loué par de nombreux militants pour ses efforts de planification des actions et de coordination entre les groupes activistes⁶⁷.

À l'été 2018, déçu de l'essoufflement des manifestations contre la réforme fiscale, le CNVM fut proactif afin de créer une passerelle entre les divers groupes de l'opposition, qui se matérialisa dans la création du Comité national de suivi (CNS), synthèse de différentes tendances de la rue jordanienne. Après des mois de tractations, le manifeste du CNS du 6 octobre 2018 consacra l'union de plus de 140 personnalités de l'opposition issues du CNVM, de milieux tribaux ou de mouvances nationalistes, communistes et islamistes, autour d'un programme commun de critique de la corruption, et demanda la limitation des pouvoirs du roi dans le cadre d'une véritable monarchie parlementaire respectueuse de la constitution⁶⁸. Afin d'éviter le délitement du mouvement à l'hiver 2019, le CNVM se rapprocha des milieux étudiants et des ONG prônant le respect des droits de l'Homme et des valeurs démocratiques⁶⁹. Ces associations, très actives dans les milieux militants mais ne disposant pas d'un soutien populaire comparable à celui des forces du CNS, gagnèrent ainsi en influence et en

63. S. Hamid et W. McCants (dir.), *Rethinking Political Islam*, New York, Oxford University Press, 2017.

64. *Ibid.*

65. P. Larzillière, *La Jordanie contestataire*, *op. cit.*

66. Entretien avec un ancien officier de l'armée jordanienne, décembre 2018.

67. Entretien avec un militant des droits de l'Homme jordanien, décembre 2018.

68. Communiqué du 6 octobre 2018 du Comité national de suivi.

69. Entretien avec un militant des droits de l'Homme jordanien, avril 2019.

reconnaissance dans le débat politique jordanien mais ne purent éviter l'essoufflement du mouvement en mai 2019.

Ainsi, l'intégration des vétérans militaires dans les structures d'opposition classiques mit un point final au processus de politisation du CNVM. D'un syndicat corporatiste prônant l'amélioration des conditions de vie des officiers à la retraite et la considération de la profession militaire, le Comité a dans un premier temps réussi à devenir un acteur fondamental du *Hirak* de 2011, soulevant des points de désaccord avec la politique gouvernementale. Mais la connexion avec d'autres groupes d'opposition qui se met en place depuis 2010 lui a donné une stature politique différente, et les enjeux de cette évolution dépassent largement le cadre des vétérans. Le CNVM a toutefois perdu une partie de sa base sociale à mesure qu'il est devenu plus influent au sein du débat public.

De la première ligne à la crise interne : une influence supérieure à l'impact réel

En devenant plus influent dans le débat public, le CNVM s'est toutefois éloigné de sa base sociale, qui a assisté à la réorientation du discours vers des thématiques de politique générale, au détriment de revendications en lien avec la situation des vétérans. L'éloignement affiché vis-à-vis de cette rhétorique a eu pour corollaire d'accentuer la perception par les vétérans d'une appropriation du CNVM par sa direction, pour laquelle le Comité constituerait un tremplin afin de promouvoir son agenda politique propre.

L'influence des vétérans militaires dans les milieux militants a en effet fait du CNVM un des principaux acteurs des divers mouvements sociaux jordaniens et un groupe fortement politisé. Des limites à cette stratégie de politisation viennent toutefois remettre en perspective les orientations du Comité, qui a en 2019 particulièrement peiné à mobiliser les anciens militaires autour de ses appels à manifester. Dès lors, en raison de choix internes mais également de tentatives d'affaiblissement du Comité par le régime, le CNVM se retrouve aujourd'hui en porte-à-faux avec de nombreux vétérans, qui lui reprochent de les avoir laissés de côté.

Le régime et les vétérans militaires : de la cooptation à la division

Face à la fronde menée par le CNVM, la première réponse de la monarchie fut d'insister sur le lien historique qui la lie à l'armée, et de rappeler sa préoccupation quant à la situation des vétérans militaires. Inspiré par l'exemple de Hussein, qui avait décidé en 1974 d'augmenter les pensions afin de calmer une révolte issue d'une partie de l'armée⁷⁰, le roi annonça des augmentations des retraites pour les vétérans au sortir du *Hirak* de 2011, ainsi qu'en mars 2019, en plein cœur des manifestations. Cette politique permet au régime d'éloigner le débat des questions politiques pour le recentrer sur les enjeux corporatistes propres aux vétérans, qui ont été relégués au second plan dans le discours du CNVM. Cette stratégie permet

70. C. Ronsin, *Le rôle politique des tribus en Jordanie*, op. cit.

par la même occasion de souligner que les dirigeants du Comité, souvent d'anciens généraux, bénéficient à ce titre de pensions bien supérieures à la moyenne des vétérans⁷¹, alors que, comme dénoncés par de nombreux vétérans à l'automne 2019, les retraites des plus modestes n'atteignent pas les 300 dinars⁷². De nombreux vétérans s'insurgent alors du statut de privilégiés des dirigeants du Comité, alors que les pensions des plus hauts gradés ont fortement augmenté depuis la création du CNVM⁷³.

En parallèle, le régime tenta d'offrir une alternative crédible au CNVM. L'Association économique et sociale des officiers retraités et vétérans (*Economic and Social Association for Retired Servicemen and Veterans*, ESARSV), créée en 1974 pour faciliter la réintégration des anciens militaires dans la vie active et dirigée par le Premier ministre, a ainsi vu son budget augmenter depuis le début des années 2000. Son rôle s'est élargi pour maintenant former une entité en charge de la mise en œuvre de politiques sociales : l'ESARSV propose des prêts à taux favorables, et finance des projets de développement dans les régions d'où sont issus ses adhérents⁷⁴. À l'automne 2019, le Premier ministre annonça une réforme de la gouvernance de l'ESARSV, se voulant plus inclusive, ainsi que l'extension de ses activités et l'organisation de tables rondes de discussions avec les vétérans.

Afin de dissuader une mobilisation plus poussée des vétérans, le régime a également fait pression sur le CNVM en usant de l'outil répressif à plusieurs reprises. En 2017, la diffusion de la nouvelle de l'interpellation du major à la retraite et membre actif du CNVM Mohammed Otoum a notamment valu au site *Kull Al-Urdun* (« Nous sommes tous la Jordanie ») d'être bloqué pendant un mois⁷⁵. Les pressions contre la direction du CNVM se sont surtout traduites, quelques jours après la publication du manifeste du CNS d'octobre 2018, par la menace de l'arrestation d'Ali Habashneh, qui contesta avec véhémence les méthodes dissuasives employées par les services secrets dans un article critique de la répression orchestrée par le régime⁷⁶. En mai 2019, inquiet que l'opposition à l'accord américain sur la question palestinienne ne vienne s'ajouter au climat contestataire, le roi Abdallah exhorta son Premier ministre à entreprendre un remaniement

71. P. Larzillière, *La Jordanie contestataire*, *op. cit.*

72. « Communiqué publié par le rassemblement des vétérans militaires "pouls de la nation"... détails », *nayrouz.com*, 12 octobre 2019, disponible sur : www.nayrouz.com.

73. M. Shahin, N. Issa, et G. Azar, « Jordan's Angry Tribes », *op. cit.*

74. « Issawi en visite à Madaba sur instruction du Roi », *khaberni.net*, septembre 2019, disponible sur : www.khaberni.net.

75. « Freedom in the World 2017 – Jordan », Freedom House, disponible sur : freedomhouse.org.

76. « Habashneh envoie un message à l'opinion publique et au Comité national de suivi pour préciser les pressions exercées contre lui », *Al-Talea News*, octobre 2018.

ministériel aux accents très sécuritaires. La nomination au poste de ministre de l'Intérieur de Salameh Hammad, personnalité très controversée pour ses méthodes jugées brutales, fut un message clair de fermeté envoyé aux contestataires. La répression contre les dirigeants du CNVM et les principaux opposants au régime prit alors une nouvelle dimension. Pendant les jours suivant sa prise de fonction, les manifestations suivant les arrestations de dizaines d'opposants virent le CNVM tenter de remobiliser ses soutiens, mais il se heurta à ce virage répressif qui éteignit définitivement la contestation du *Hirak* de 2019⁷⁷.

Le délitement interne du CNVM : crise de représentativité et tensions

Le comité collégial luttant pour la reconnaissance des droits des vétérans militaires créé en 2001 a achevé sa mutation pour devenir un moyen d'expression des revendications politiques de sa hiérarchie⁷⁸. Bien qu'il y ait toujours des cellules locales dans chaque gouvernorat, la prise de décisions au sein du CNVM est maintenant verrouillée par une direction d'une douzaine de personnes⁷⁹. Progressivement, la participation du Comité dans le *Hirak* de 2018-2019 est devenue un symbole du fossé grandissant en son sein. Alors que les dirigeants du CNVM se trouvaient en première ligne des manifestations et constituaient une des principales forces du mouvement, la mobilisation très relative des anciens militaires à leur côté illustre la défiance croissante de ceux-ci envers un Comité travaillant dans son propre intérêt.

Dans sa communication, le CNVM prétend toujours représenter 140 000 retraités de l'armée jordanienne et défendre les intérêts de leurs familles⁸⁰. Il semble toutefois que le CNVM éprouve des difficultés à conserver le consensus entre ses membres, et que sa popularité se dégrade auprès des vétérans⁸¹. Son programme politique est loin de faire l'unanimité parmi sa base, qui se tourne de plus en plus vers les mesures sociales de l'ESARSV. Comme une illustration du délitement du Comité, les derniers appels à manifester au printemps 2019 émanaient directement des dirigeants, et non plus du CNVM en son nom propre. Son échec à mobiliser sa base populaire témoigne du fait que son influence dans le débat politique est finalement supérieure à son autorité sur les retraités de l'armée jordanienne.

77. « Jordan: Crackdown on Political Activists », Human Rights Watch, 4 juin 2019, disponible sur : www.hrw.org.

78. Entretien avec un brigadier de l'armée jordanienne, 2018.

79. Échange avec Tariq Tell, 2018.

80. Page Facebook du CNVM, disponible sur : web.facebook.com.

81. Entretien avec un brigadier de l'armée jordanienne, 2018.

Dans le même temps, le CNVM éprouve des difficultés à garder le contrôle sur ses franges les plus militantes, qui souhaitent voir le Comité rentrer dans une opposition frontale au régime. Il a notamment dû diffuser un communiqué en 2017 pour se désolidariser d'un groupe de vétérans non identifiés qui appelaient à des manifestations massives contre le régime en utilisant les comptes du CNVM sur les réseaux sociaux. Comme lors des émeutes de Ramtha à l'été 2019 ou de la grève des professeurs à la rentrée, certains vétérans se démarquent du Comité pour rejoindre les mouvements contestataires, et aboutissent au sentiment répandu que le CNVM n'a plus qu'un impact nul sur les vétérans militaires, lesquels ne suivent plus ses appels, et ont été à l'initiative de la naissance de nouveaux comités.

La multiplication des comités représentatifs : symbole du sentiment d'abandon des vétérans militaires

La rupture entre les vétérans militaires et le CNVM est apparue au grand jour en septembre 2019. En plein cœur de la longue grève des enseignants à laquelle le CNVM a apporté son soutien, le roi annonça l'augmentation des pensions des vétérans militaires, quelques jours avant de trouver un accord salarial avec le syndicat des enseignants. De nombreux vétérans y virent une mesure bienvenue et souhaitée depuis de longues années, tranchant avec le silence du Comité, qui s'est depuis longtemps éloigné des demandes corporatistes.

Le projet d'augmentation des pensions, énoncé quelques semaines plus tard et qui détaille une réévaluation d'environ 1 dinar par jour, un montant inférieur à ce qu'avait laissé entrevoir le roi, fut toutefois repoussé par les vétérans, dont le sentiment d'injustice et de trahison embrasa les réseaux sociaux. Le 13 octobre, le brigadier à la retraite Bassam Rubin appela alors au rassemblement de tous les anciens militaires autour de la nouvelle Union générale des vétérans militaires, qui insiste sur l'unité des vétérans contre le projet de loi, avant que de nombreux communiqués annoncent le fleurissement de nouveaux groupes, unions et comités représentatifs des vétérans militaires.

Dans l'effervescence de ce nouvel élan corporatiste, les discours se rejoignent pour dénoncer les faibles augmentations prévues dans un projet de loi accusé de ne pas respecter les vétérans militaires, mais se font également très critiques envers le CNVM. S'il n'est pas nommé directement, ils lui reprochent son désintérêt supposé des représentants des vétérans envers leur situation, appelant au rééquilibrage de l'échelle de redistribution des pensions. À la fin de l'année 2019, ces différents groupes commencèrent

un rapprochement, avec pour objectif la création d'une entité unique, afin de défendre leurs intérêts dans les négociations sur les pensions avec le gouvernement.

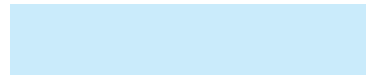
Conclusion

La mobilisation des vétérans militaires jordaniens est un symbole des difficultés du régime jordanien à préserver la relation privilégiée tissée avec l'armée, établie depuis les années 1990 comme le principal soutien de la monarchie. Depuis sa création en 2001, le Comité national des vétérans militaires jordanien est parvenu à capitaliser sur le mécontentement des militaires à la retraite vis-à-vis des politiques (néo)libérales mises en œuvre depuis les années 1990, et en particulier la réforme de l'appareil militaire. En mobilisant les vétérans autour de la crainte de la perte des avantages sociaux, le Comité s'est consolidé dans les années 2000 comme leur principale instance représentante, avant de progressivement s'affranchir de sa nature corporatiste et d'élaborer un discours activiste mettant l'accent sur l'union des forces d'opposition.

Le CNVM émergea alors dès 2010 comme un acteur militant majeur, dont le rôle décisif lors des mouvements sociaux, ainsi que l'engagement partisan, confortent l'accent mis sur la dimension activiste au détriment de son engagement auprès des vétérans militaires. Le mouvement social de 2018-2019 fit toutefois apparaître au grand jour le délitement du lien entre la direction du Comité, très investie dans la coordination des rassemblements, et des membres du Comité peu mobilisés qui prirent de plus en plus de distance vis-à-vis du CNVM⁸².

L'intégration poussée du CNVM dans les structures d'opposition a eu pour corollaire d'accentuer la perception par les vétérans militaires d'avoir été abandonnés au profit d'un discours politique éloigné de leurs préoccupations. Alors que le CNVM attire les critiques de la part de ses anciens soutiens qui n'adhèrent plus à son discours politique et lui reprochent un caractère élitiste, la multiplication des comités défendant les revendications des vétérans pour une augmentation des pensions fut une donnée majeure de l'automne 2019. La mobilisation des vétérans sous l'égide du CNVM s'est certes soldée par la perte de soutiens à la suite d'une politisation controversée, mais le regain contestataire parmi les anciens militaires confirme le climat de tensions entre la monarchie et un de ses soutiens majeurs.

82. Échange avec un brigadier jordanien, 2018.



Institut français
des relations
internationales